

TROISIÈME PARTIE

---

AUTRES DOCUMENTS

---

---

PART III.

---

OTHER DOCUMENTS.

DOCUMENTS DÉPOSÉS PAR LES PARTIES  
LORS DES AUDIENCES

I. — DOCUMENT TRANSMIS  
PAR L'AGENT DU GOUVERNEMENT DANTZIKOIS  
LE 13 DÉCEMBRE 1931

1.

L'AGENT DANTZIKOIS AU GREFFIER

La Haye, le 13 décembre 1931.

Monsieur le Greffier,

I. — En ce qui concerne les lois promulguées en vue de l'exécution de l'article 4 de la Constitution de la Ville libre, j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit.

Ont été promulguées :

la loi concernant l'enseignement de la minorité polonaise, en date du 20 décembre 1921, avec règlement d'exécution du même jour : cf. Lewinski-Wagner, *Danziger Staats- und Völkerrecht*, pp. 62 et suiv.<sup>1</sup> ;

la loi concernant l'usage de la langue polonaise dans l'administration de la justice du 11 octobre 1922<sup>2</sup>, prolongée par la loi du 5 décembre 1920 : cf. Lewinski-Wagner, pp. 68-69.

Pour le reste, les anciennes lois allemandes, respectivement prussiennes, sont restées en vigueur.

Les problèmes en question ont été traités au *Livre brun*, édition allemande, pp. 157 et suiv., p. 392 ; édition française, pp. 140 et suiv., pp. 346 et suiv.

Enfin, j'ai l'honneur de renvoyer à la 9<sup>me</sup> Partie de la Convention de Varsovie, articles 225 à 228, et annexes à la 9<sup>me</sup> Partie, Section I.

II. — En ce qui concerne la genèse de l'article 33 de la Convention de Paris, j'ai l'honneur de vous communiquer qu'une rédaction intermédiaire n'existe pas, qu'elle n'est au moins pas connue au Gouvernement de la Ville libre.

Veillez agréer, etc.

L'Agent du Gouvernement dantzikois :  
(Signé) E. KAUFMANN.

<sup>1</sup> Voir p. 410.

<sup>2</sup> » » 409.

**II. — DOCUMENTS DÉPOSÉS  
PAR L'AGENT DU GOUVERNEMENT POLONAIS <sup>1</sup>**

**A. — Documents déposés le 8 décembre 1931 <sup>2</sup>.**

**2.**

**L'AGENT POLONAIS AU GREFFIER**

La Haye, le 8 décembre 1931.

Monsieur le Greffier,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint à l'usage de MM. les membres de la Cour les documents suivants :

1) Copie d'une lettre de la Conférence des Ambassadeurs en date du 16 octobre 1920, adressée à la délégation polonaise avec le projet de convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig.

2) Traduction française des articles 229, 234 et 241 de l'Accord conclu entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig le 24 octobre 1921, dit l'Accord de Varsovie, cités dans la plaidoirie de l'agent du Gouvernement polonais.

3) Extrait de la statistique des écoles primaires publiques et privées pour les minorités allemandes dans la partie haut-silésoise de la voïévodie de Silésie pour l'année scolaire 1930-1931, présentée par le Gouvernement polonais à la Commission mixte.

4) Extrait de la statistique des lycées (langue d'enseignement allemande) dans la même partie de la voïévodie de Silésie pour la même période.

Veuillez agréer, etc.

L'Agent du Gouvernement polonais :  
(Signé) MODERÓW.

Annexe 1 au n° 2.

**LETTRE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE  
DES AMBASSADEURS A LA DÉLÉGATION POLONAISE**

Paris, le 16 octobre 1920.

Le Secrétariat général de la Conférence des Ambassadeurs a l'honneur de faire tenir ci-joint au Secrétariat général de la délégation polonaise, quatre exemplaires du projet de convention entre

<sup>1</sup> Voir note à la page 312.

<sup>2</sup> » p. 460, n° 101.

la Pologne et la Ville libre de Dantzig<sup>1</sup>, prévue par l'article 104 du Traité de Versailles.

Le Secrétariat de la Conférence des Ambassadeurs prie la délégation polonaise de vouloir bien lui faire tenir ses observations sur ce projet lundi matin au plus tard, et de les communiquer en même temps, pour éviter tout retard, directement aux délégations britannique, italienne, japonaise et américaine.

(L. S.) CONGRÈS DE LA PAIX,  
SECRETARIAT GÉNÉRAL.

Annexe 2 au n° 2.

TRADUCTION DES ARTICLES 229, 234 ET 241 DE L'ACCORD  
CONCLU ENTRE LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE  
DANTZIG LE 24 OCTOBRE 1921, DIT ACCORD DE VARSOVIE,  
CITÉS DANS LA PLAIDOIRIE DE L'AGENT DU GOUVERNEMENT POLONAIS.

*Article 229*<sup>2</sup>. — 1. Étant donné que la République de Pologne déduit des dispositions de l'article 104, chiffre 5, du Traité de paix de Versailles et de l'article 33, alinéa 1, de la Convention polono-dantzikoise du 9 novembre 1920, des droits plus étendus que les droits stipulés dans le présent Accord, et que la Ville libre de Dantzig ne les reconnaît pas, la République de Pologne se réserve expressément ces droits plus étendus, surtout en ce qui concerne l'étendue des droits minoritaires des ressortissants polonais dans la Ville libre de Dantzig et l'interdiction de séjour.

2. Il est entendu entre les deux Parties que, le cas échéant, chacune d'elles a le droit de provoquer sur les points en question la décision prévue à l'article 39 de la convention.

*Article 234*. — Si l'une des Parties ou les deux Parties se sont réservé des droits plus étendus dans telle ou telle disposition du présent Accord, il est entendu entre les deux Parties que chacune d'elles aura, en tout temps, le droit de demander dans l'affaire en question une décision, conformément à l'article 39 de la Convention polono-dantzikoise du 9 novembre 1920, mais qu'aucune des Parties ne sera tenue de le faire.

*Article 241*. — 1. Les dispositions du présent Accord ne peuvent être modifiées que par voie d'entente entre les deux Parties.

2. Si l'entente n'intervient pas, chacune des deux Parties a le droit de soumettre la question à une décision conformément à l'article 39 de la Convention du 9 novembre 1920, mais elle ne pourra toutefois le faire avant le 1<sup>er</sup> octobre 1931. Jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 1931, la procédure visée à l'article 39 de la convention ne pourra être appliquée, au sujet de modifications à apporter à l'Accord, que si les deux Parties sont d'accord pour recourir à cette procédure.

<sup>1</sup> Reproduit en extrait p. 199 (*litt. H*) ; voir p. 100 des *Ämtliche Urkunden*. [*Note du Greffier.*]

<sup>2</sup> Pour le texte allemand, voir p. 222.

3. Aussi longtemps qu'aucune modification n'aura pas été apportée aux dispositions du présent Accord, soit par voie d'entente entre les deux Parties, soit par voie de décision conformément à l'article 39 de la convention, au sens de l'alinéa 2 ci-dessus, les dispositions du présent Accord resteront en vigueur.

*Annexe 3 au n° 2.*

EXTRAIT DE LA STATISTIQUE  
DES ÉCOLES PRIMAIRES PUBLIQUES ET PRIVÉES

POUR LES MINORITÉS ALLEMANDES DANS LA PARTIE HAUTE-SILÉSIENNE  
DE LA VOÏÉVODIE DE SILÉSIE POUR L'ANNÉE SCOLAIRE 1930/1931,  
PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT POLONAIS A LA COMMISSION MIXTE.

Nombre des classes et divisions parallèles.	Nombre des écoliers.	Ressortissants :									
		polonais.				allemands.				Autres nationa- lités.	
		Selon l'état en date du :									
15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.
32	31	1338	1298	1267	1231	58	54	13	13	municipales.	
46	48	1577	1567	1404	1410	165	150	8	7	primaires privées.	
310	290	14248	13644	13283	12686	935	878	50	80	primaires publ.	

*Annexe 4 au n° 2.*

EXTRAIT DE LA STATISTIQUE DES LYCÉES (LANGUE  
D'ENSEIGNEMENT ALLEMANDE) POUR L'ANNÉE SCOLAIRE  
1930/1931, PRÉSENTÉE PAR LE GOUVERNEMENT POLONAIS  
A LA COMMISSION MIXTE

Nombre des classes et divisions parallèles.	Nombre des écoliers.	Ressortissants :									
		polonais.				allemands.				d'autres nations.	
		Selon l'état en date du :									
15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.	15 IX 30.	28 VI 31.		
16	17	347	322	341	319	4	2	2	1	écoles publiques.	
20	20	536	497	478	448	40	40	12	9	" municipales.	
167	169	1621	1518	1499	1400	116	109	11	9	" privées.	

## B. — Documents déposés le 15 décembre 1931.

## 3.

## L'AGENT POLONAIS AU GREFFIER

La Haye, le 15 décembre 1931.

Monsieur le Greffier,

En réponse à vos lettres du 7 et 8 décembre ct.<sup>1</sup>, nos II/2962 et II/2976, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint copies des trois lois dantzikoises :

1) la loi sur l'usage de la langue polonaise dans les tribunaux, en date du 11 octobre 1922 ;

2) la loi concernant le prolongement de la loi en date du 11 octobre 1922 relative à l'usage de la langue polonaise, du 5 septembre 1923 ;

3) la loi relative à l'enseignement de la minorité polonaise, en date du 23 décembre 1921.

En même temps, j'ai l'honneur de vous faire part que le texte de la lettre de la délégation dantzikoise en date du 5 novembre 1920, reproduit dans le Mémoire du Gouvernement polonais présenté à la Cour, a été emprunté au recueil : *Amliche Urkunden zur Konvention zwischen Danzig und Polen vom 15. November 1920. Zusammengestellt und mit Begleitbericht versehen von der nach Paris entsandten Delegation der Freien Stadt Danzig.*

Le Gouvernement polonais était d'avis que dans la citation de l'article 33 de la Convention de Paris, contenue dans la lettre précitée de la délégation dantzikoise, le mot « assurer » a été employé par erreur au lieu du mot « pourvoir », qui figure dans le texte de la convention. Pour cette raison, on a substitué au mot « assurer » le mot « pourvoir » en publiant cette lettre dans le recueil de documents déposé devant la Cour.

Malheureusement on n'a pas fait une remarque à ce sujet dans le texte.

Veillez agréer, etc.

(Signé) MODERÓW.

---

<sup>1</sup> Voir pp. 460 et 463.

*Annexe au n° 3.*

EXTRAITS DU  
« GESETZBLATT FÜR DIE FREIE STADT DANZIG »

I.

Ausgegeben Danzig, den 21. Oktober 1922. Nr. 51..

158. Volkstag und Senat haben das nachstehende Gesetz beschlossen, das hiermit verkündet wird:

**Gesetz**

Über den Gebrauch der polnischen Sprache bei der Rechtspflege  
Vom 11. Oktober 1922.

Par. 1.

Personen, welche erklären, dass die polnische Sprache ihre Muttersprache sei, ist es gestattet, sich in dieser Sprache sowohl mündlich als auch schriftlich an Gerichte, Gerichtsbeamte und die Staatsanwaltschaft zu wenden.

Par. 2.

Anträgen um Eintragung und Bewilligung von Eintragungen in öffentliche Bücher oder Register, welche in polnischer Sprache eingereicht werden, ist eine von einem vereideten Dolmetscher angefertigte Übersetzung in die deutsche Sprache beizufügen, andernfalls bleiben sie unberücksichtigt.

Par. 3.

Erklärt ein Beteiligter, dass die polnische Sprache seine Muttersprache sei, und er in dieser seine Erklärungen abgeben wolle, so finden die Vorschriften der Par. 187, 190 des Gerichtsverfassungsgesetzes und bei gerichtlichen und notariellen Beurkundungen in Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit die Vorschriften des Par. 179 des Gesetzes über die Angelegenheiten der freiwilligen Gerichtsbarkeit, bei der Errichtung von Testamenten und Erbansätzen die Vorschriften des Par. 2244 des Bürgerlichen Gesetzbuchs entsprechende Anwendung.

Par. 4.

Auf Erklärungen, Eingaben und Anträge von Beamten, Rechtsanwälten und Notaren finden die vorstehenden Vorschriften keine Anwendung.

Par. 5.

Dieses Gesetz tritt mit dem 1. Oktober 1923 ausser Kraft.

Danzig, den 11. Oktober 1922.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.

(gez.) S a h m.

(gez.) D r. F r a n k.

## II.

Nr. 68.

Ausgegeben Danzig, den 13. September 1923.

407. Volkstag und Senat haben folgendes Gesetz beschlossen, das hiermit verkündet wird:

**Gesetz**

zur Verlängerung der Geltungsdauer über den Gebrauch der polnischen Sprache bei der Rechtspflege vom 11. Oktober 1922 (Gesetzblatt, Seite 470). Vom 5. September 1923.

Einziger Paragraph.

Die Geltungsdauer des Gesetzes über den Gebrauch der polnischen Sprache bei der Rechtspflege vom 11. Oktober 1922 (Gesetzblatt, Seite 470) wird bis auf weiteres verlängert.

Danzig, den 5. September 1923.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.  
(gez.) S a h m.                      (gez.) D r. F r a n k.

## III.

Nr. 36.

Ausgegeben Danzig, den 23. Dezember 1921.

83. Volkstag und Senat haben folgendes Gesetz beschlossen, das hiermit verkündet wird:

**Gesetz**

betreffend den Unterricht der polnischen Minderheit.

## A b s c h n i t t I.

Von den öffentlichen Volksschulen mit polnischer Unterrichtssprache.

## P a r. I.

Väter oder erziehungsberechtigte Mütter polnischer Abstammung oder Muttersprache, die die Danziger Staatsangehörigkeit besitzen, können beantragen, dass ihre Kinder in Volksschulen oder Volksschulklassen mit polnischer Unterrichtssprache unterrichtet werden.

Sonstige Erziehungsberechtigte können für Kinder Danziger Staatsangehörigkeit, für die sie die Erziehungsberechtigung haben, den gleichen Antrag stellen, sofern diese Kinder nicht deutscher Abstammung oder Muttersprache sind.

Alle Schulen und Schulklassen, die nicht für eine nationale Minderheit besonders eingerichtet sind, gelten als Schulen mit deutschem Charakter.



## Par. 2.

Der Antrag gemäss Par. 1 ist in der Zeit vom 1. Januar bis 31. Januar oder bei schulpflichtig werdenden Kindern zum Einschulungstermin bei dem zuständigen Schulleiter oder Lehrer des Schulortes oder Schulbezirkes in folgender Form zum Protokoll zu geben:

Ich beantrage als Vater — als erziehungsberechtigte Mutter — polnischer Abstammung oder Muttersprache des (der) .... in .... Erziehungsberechtigter des (der) .... polnischer Abstammung oder Muttersprache, dass .... in eine Schule oder in eine Klasse mit polnischer Unterrichtssprache aufgenommen wird.

Name (Vorname) . . . . .  
 Beruf . . . . .  
 Wohnung . . . . .

## Par. 3.

Über den Antrag entscheidet der Kreisschulrat, in strittigen Fällen im Einvernehmen mit den (dem) Schulvorständen (Schulvorstand) oder Schulkommissionen. Zwecks Feststellung der Persönlichkeit und des Rechtstitels desjenigen Erziehungsberechtigten, der den Antrag für ein Kind stellt, und zwecks Nachweisung der in Par. 1 Abs. 2 vorgeschriebenen Voraussetzungen kann vor der Entscheidung der Kreisschulrat die Vorlage der Geburtsurkunde des Kindes, einer etwaigen Bestellung als Vormund und anderer beweiskräftiger Urkunden verlangen, die zur erforderlichen Beweisführung notwendig sind.

## Par. 4.

Gegen die in Par. 3 vorgesehene Entscheidung über die nach Par. 1 bis 2 gestellten Anträge steht den Antragstellern die Beschwerde bei der Schulaufsichtsbehörde offen.

## Par. 5.

Falls die Zahl der schulpflichtigen Kinder, bezüglich derer den Bestimmungen dieses Gesetzes entsprechende Anträge gestellt und genehmigt sind in einer Gemeinde voraussichtlich dauernd mindestens 40 beträgt, ist für sie eine Schule oder eine Klasse mit polnischer Unterrichtssprache auf Kosten der Schulunterhaltungspflichtigen einzurichten.

Polnische Kinder aus Nachbarorten von nicht über  $3\frac{1}{2}$  Kilometer Entfernung können in eine bestehende oder einzurichtende polnische Schule oder Klasse eingeschult werden, wenn sich die Erziehungsberechtigten zur Zahlung der gesetzlichen Kosten verpflichten.

## Par. 6.

Falls die sprachlichen Verhältnisse der Kinder, die eine Schule oder eine Klasse mit polnischer Unterrichtssprache besuchen, eine Änderung erfahren haben und angenommen werden kann, dass die

Muttersprache von weniger als 40 Kindern im gegebenen Augenblick die polnische Sprache ist, kann die Schulaufsichtsbehörde anordnen, dass erneut Anträge der Erziehungsberechtigten nach Par. 1 und 2 gestellt werden. Eine solche Anordnung darf nicht öfters als einmal im Jahr stattfinden. Ergibt sich alsdann, dass die Voraussetzungen des Par. 5 nicht mehr vorliegen, so wird nach Beendigung desjenigen Schuljahres, in dem die Anordnung erfolgt ist, die polnische Unterrichtssprache in die deutsche umgewandelt. Diese Umwandlung kann auch erfolgen, wenn die Zahl der schulpflichtigen Kinder, bezüglich derer den Bestimmungen dieses Gesetzes entsprechende Anträge gestellt und genehmigt sind, in einer Gemeinde dauernd unter 40 sinkt.

Par. 7.

In jeder öffentlichen Schule oder Klasse mit polnischer Unterrichtssprache ist der Unterricht auf der Mittel- und Oberstufe in der deutschen Sprache Pflichtunterricht. Der Umfang des Unterrichts in der deutschen Sprache wird durch die Schulaufsichtsbehörde bestimmt. In sämtlichen Unterrichtsfächern der Schulen oder Klassen mit polnischer Unterrichtssprache ist ausser im Deutschen, Polnisch die Unterrichtssprache.

Die deutsche Sprache ist die Amtssprache sämtlicher Schulen mit polnischer Unterrichtssprache im Verkehr mit allen Staats- und Gemeindebehörden oder sonstigen Dienststellen. Die Zeugnisse in Schulen mit polnischer Unterrichtssprache müssen neben dem polnischen auch noch einen deutschen Text haben.

Par. 8.

Öffentliche Volksschulen mit polnischer Unterrichtssprache werden in jeder Hinsicht in gleicher Weise wie solche mit deutscher Unterrichtssprache behandelt. Sie befinden sich in derselben Rechtslage und in demselben Verhältnis zu den Staats- und Gemeindebehörden wie diese, haben dieselbe Verwaltung und Einrichtungen, unterliegen denselben Vorschriften und Anordnungen und unterstehen denselben Aufsichtsbehörden. Die Lehrer an diesen Schulen haben dieselben Rechte und Pflichten wie die Lehrer an öffentlichen Volksschulen mit deutscher Unterrichtssprache.

Es darf nichts gelehrt werden, was gegen das Danziger Staatswesen gerichtet ist, vielmehr soll in den Herzen der Schüler die Liebe zum Heimatland Danzig geweckt werden.

Par. 9.

Für jede polnische Schule wird ein Schulvorstand oder eine Schulkommission nach Massgabe der gesetzlichen Vorschriften gebildet, sofern nicht die an einem Orte befindlichen konfessionellen Schulen durch einen gemeinsamen Schulvorstand vertreten sind. Die von den Gemeindegörperschaften zu wählenden und der Schulaufsichtsbehörde zur Bestätigung vorzuschlagenden Mitglieder sollen möglichst solche wahlberechtigte Personen sein, deren Kinder die Schule mit polnischer Unterrichtssprache besuchen.

## Par. 10.

Falls an einer Schule mit deutscher Unterrichtssprache eine oder mehrere polnische Klassen errichtet sind, so soll möglichst eins von den durch die Gemeindegörperschaften zu wählenden und der Schulaufsichtsbehörde zur Bestätigung vorzuschlagenden Mitgliedern des Schulvorstandes oder der Schulkommission eine solche wahlberechtigte Person sein, deren Kinder die polnische Klasse(n) besuchen.

## Par. 11.

Wenn die Zahl der nach Par. 1 und 2 gestellten Anträge geringer als 40 ist, aber doch verhältnismässig beträchtlich ist, kann auf Antrag der beteiligten Erziehungsberechtigten die Schulaufsichtsbehörde, falls der Berücksichtigung dieser Anträge nicht besondere Umstände widersprechen, bestimmen, dass die polnische Sprache in der Schule als Unterrichtsgegenstand für die polnischen Kinder eingeführt wird. Der Umfang des polnischen Sprachunterrichts sowie die etwaige Erteilung des Religionsunterrichts in polnischer Sprache in solchen Schulen, auf die dieser Artikel Anwendung findet, wird durch die Schulaufsichtsbehörde bestimmt.

## Abschnitt II.

Von den privaten Schulen und Erziehungsanstalten  
mit polnischer Unterrichtssprache.

## Par. 12.

Die Danziger Staatsangehörigen polnischer Abstammung oder Muttersprache haben das Recht, auf eigene Kosten Schulen und andere Erziehungsanstalten für Kinder von Einwohnern der Freien Stadt Danzig zu begründen und zu leiten und in diesen ihre Muttersprache frei zu gebrauchen. Auf diese Schulen und Erziehungsanstalten finden die allgemein für die privaten Schulen und Erziehungsanstalten geltenden gesetzlichen Bestimmungen, sowie Par. 1 Abs. 3 und Par. 7 dieses Gesetzes Anwendung.

## Par. 13.

Jede der nach Par. 12 zu begründenden Schulen und Erziehungsanstalten bedarf nach Massgabe der geltenden gesetzlichen Bestimmungen der besonderen Genehmigung durch die Schulaufsichtsbehörde.

## Abschnitt III.

## Von der Ausführung des Gesetzes.

## Par. 14.

Mit der Ausführung dieses Gesetzes wird der Senat beauftragt.

## Par. 15.

Bestimmungen der geltenden Gesetze und Verordnungen, die den Bestimmungen dieses Gesetzes widersprechen, werden aufgehoben.

Danzig, den 20. Dezember 1921.

Der Senat der Freien Stadt Danzig.  
(gez.) Sahm.                      (gez.) Dr. Strunk.